



[www.minefe.gouv.fr](http://www.minefe.gouv.fr)  
[www.budget.gouv.fr](http://www.budget.gouv.fr)  
[www.performance-publique.gouv.fr](http://www.performance-publique.gouv.fr)

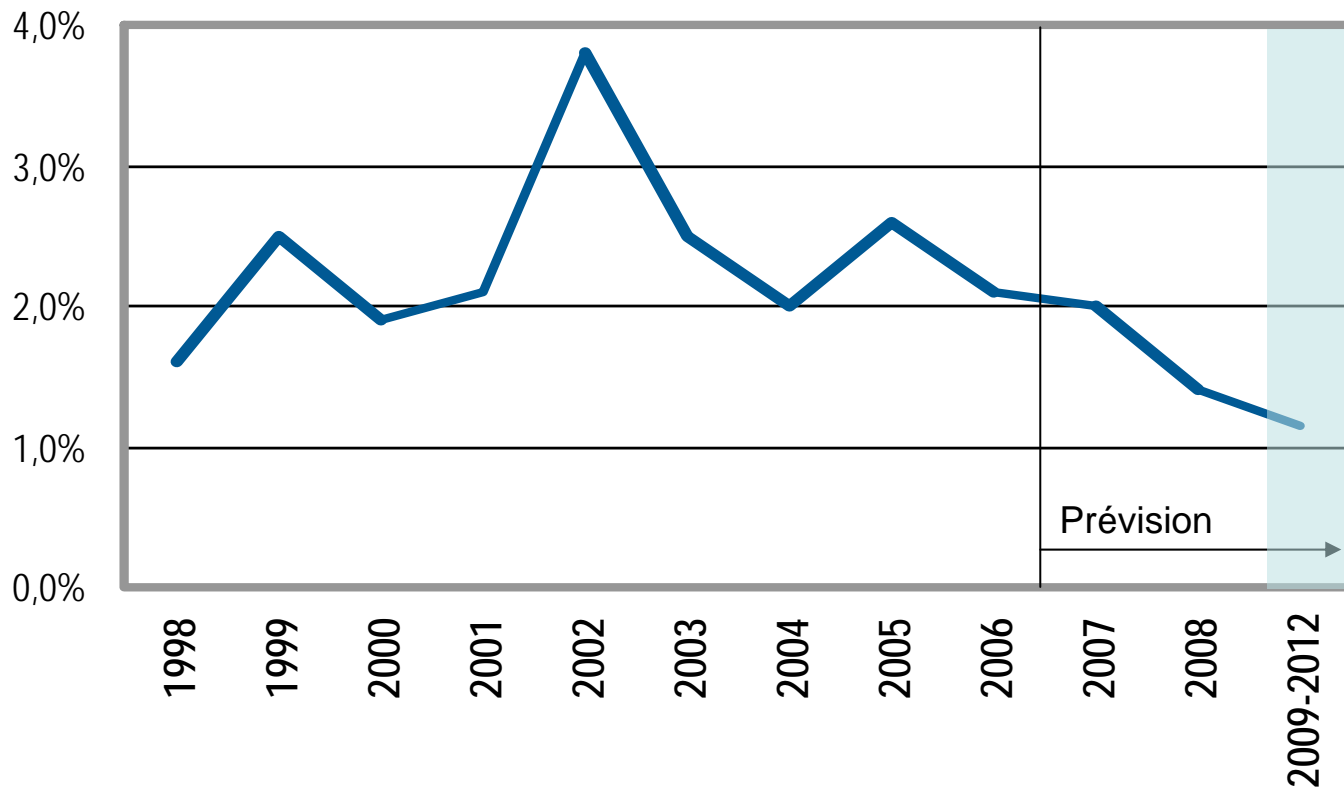
PROJET DE LOI DE FINANCES

2008

# Diviser par deux le rythme de croissance de la dépense publique

## Évolution de la dépense publique

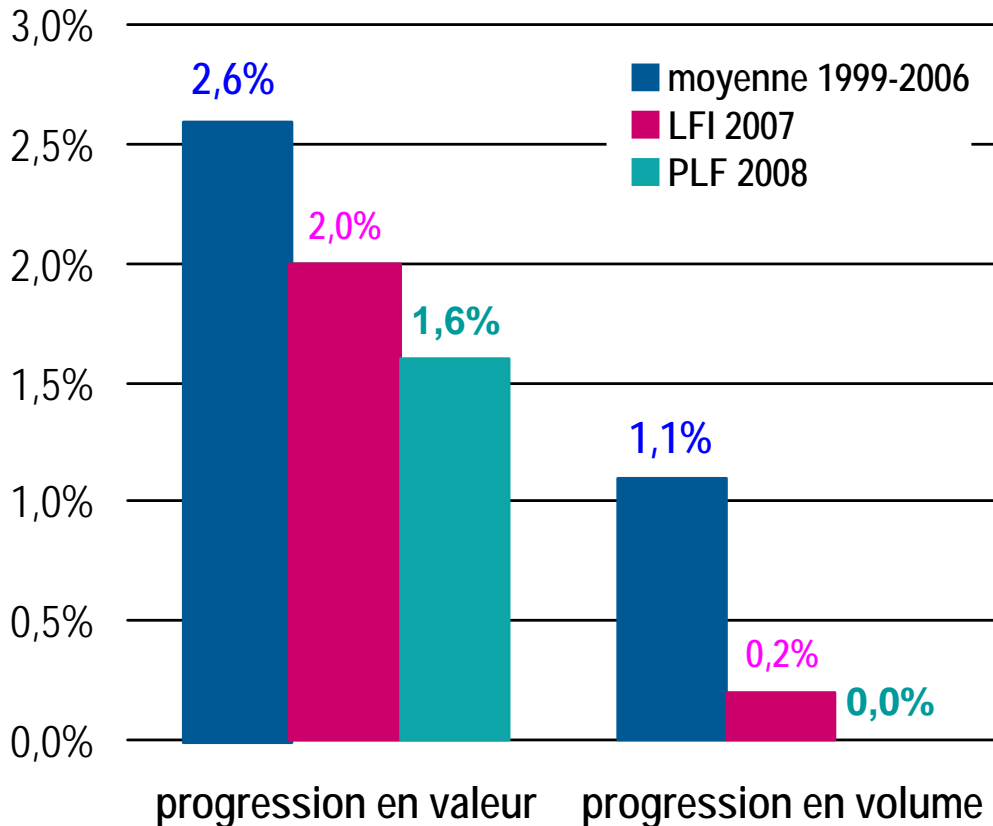
(taux de croissance, en volume)



# Un effort encore accru sur les dépenses

## Évolution des dépenses de l'État

(progression pro forma en « norme élargie »)

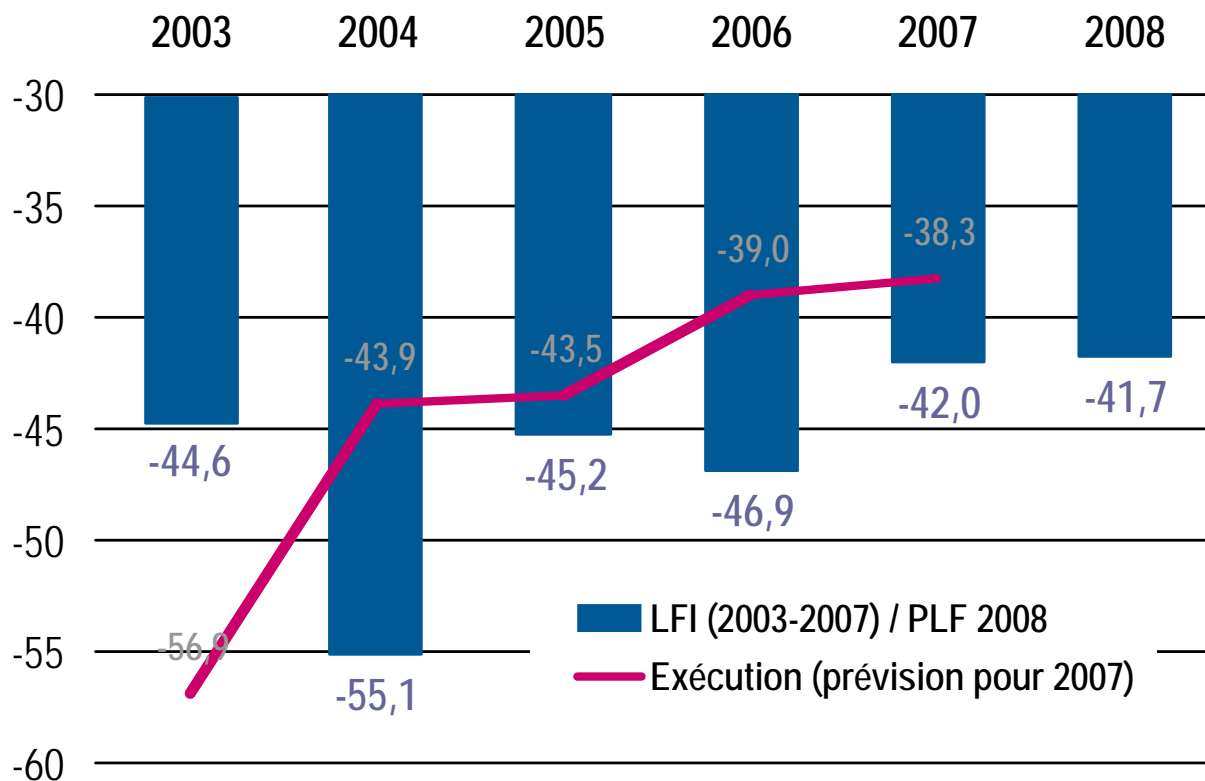


Le budget 2008 se traduit par un effort encore accru pour contenir les dépenses. Calculée sur un périmètre élargi (budget général + prélèvements sur recettes), la progression pro forma des dépenses est limitée à 1,6 % en 2008 (soit 0 % en « volume »). L'effort est encore plus important qu'en 2007 (+0,2 % en volume) et, surtout, qu'au cours de la période 1999-2006 (+1,1 % en moyenne en volume).

# Un déficit budgétaire maîtrisé

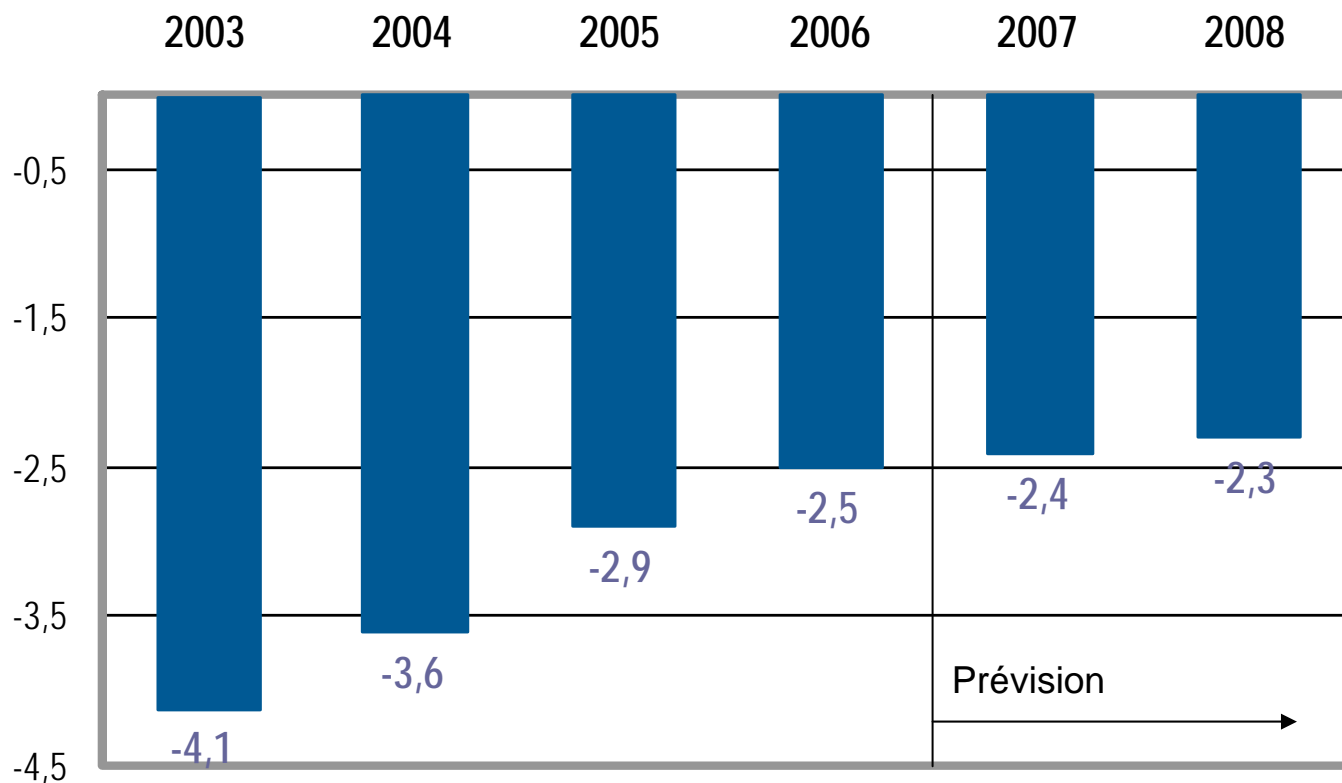
## Solde budgétaire de l'État

(hors FMI et fonds de stabilisation des changes, en milliards d'euros)



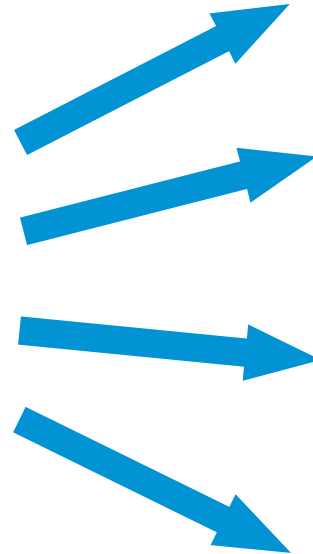
# Un déficit public en diminution, conformément aux engagements pris

## Solde de l'ensemble des administrations publiques (en points de PIB)



# Le poids des dépenses héritées du passé

Hausse des  
dépenses  
**5,5 Md€**



Charges d'intérêt : + 1,6 Md€

Pensions : + 2 Md€

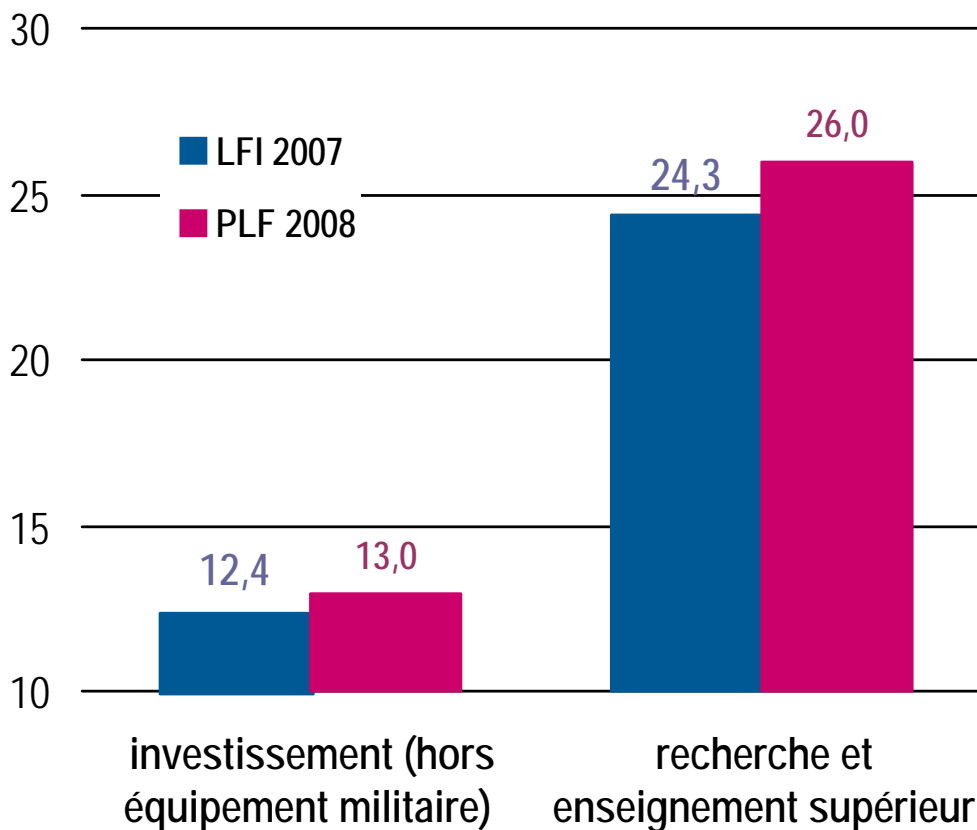
Remise à niveau des dotations  
budgétaires aux régimes  
sociaux : + 1,2 Md€

Autres dépenses quasiment  
stabilisées en euros courants

# Un budget au service de la croissance

## Les dépenses d'avenir de l'État

(crédits de paiement, en milliards d'euros)



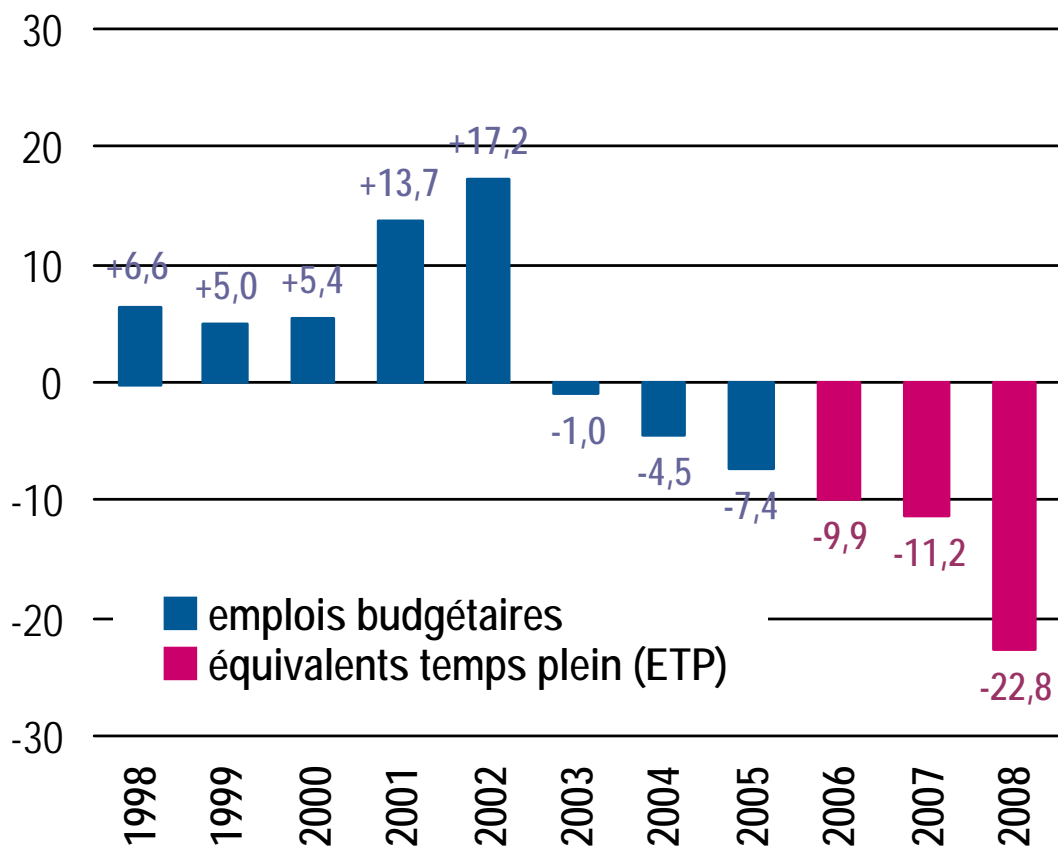
L'effort global de maîtrise des dépenses de l'État permet de conforter celles qui, tournées vers l'avenir, renforcent le potentiel de croissance de l'économie française (investissement civil, effort en faveur de la recherche et de l'enseignement supérieur).

39 Md€ de crédits de paiement sont inscrits dans le PLF 2008, soit 2,3 Md€ de plus que dans la LFI 2007 (+ 5,9 %).

# Un effort global sur les effectifs

## Variation des effectifs de l'État

(solde des créations/suppressions de postes du budget général, en milliers)



La suppression de 22 800 postes en 2008 correspond au non-remplacement d'un départ sur deux à la retraite, sauf dans l'éducation (un sur trois). Il ne concerne pas les secteurs prioritaires (justice, recherche).

En comptabilisation en ETPT, l'évolution a été de - 5.430 en 2006, - 12.000 en 2007 et - 17.978 en 2008.

# Des relations État-Sécurité sociale clarifiées

## L'État :

- > **paye** sa dette : **5,1 Md€ dès début octobre**
- > **prend les mesures** pour empêcher sa reconstitution :
  - budgétisation appropriée dans le PLF 2008
  - règles de gestion pour assurer le respect des conventions financières avec les organismes de sécurité sociale
- > **compense intégralement** le coût des exonérations de cotisation sociales sur les heures supplémentaires (TEPA) : **5,1 Md€**
- > **complète sans délais le « panier » fiscal** compensant les allègements généraux de charge sociale sur les bas salaires : **0,5 Md€ en 2008.**



[www.minefe.gouv.fr](http://www.minefe.gouv.fr)  
[www.budget.gouv.fr](http://www.budget.gouv.fr)  
[www.performance-publique.gouv.fr](http://www.performance-publique.gouv.fr)

PROJET DE LOI DE FINANCES

2008

# 1<sup>er</sup> axe de réforme : encourager la recherche et l'innovation

## Allègement de la fiscalité des brevets

- exonération des plus-values sur apports de brevets
- taux réduit sur les cessions

## Création des jeunes entreprises universitaires

- même régime fiscal et social que les jeunes entreprises innovantes
- la JEU doit signer une convention avec l'université

## Réforme du crédit d'impôt recherche

- suppression de la part en accroissement
  - taux en volume majoré (30 % jusqu'à 100 M€ et 5 % au-delà)
  - suppression du plafond de 16 M€
- > un effort de 800 M€ en 2009 et de 1,3 Md€ en régime de croisière

## 2<sup>e</sup> axe de réforme : augmenter le pouvoir d'achat

### Majoration du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunts

- Doublement du crédit d'impôt la 1<sup>re</sup> année de 20 % à 40 %
- Coût : 220 M€ en 2008

### Revalorisation de la Prime Pour l'Emploi

- Seuils et limites de la PPE revalorisés de 1,3%
- Coût : 260 M€ en 2008

## **3<sup>e</sup> axe de réforme : atteindre le plein-emploi**

**Le PLF est une étape sur la route du plein-emploi.**

### **Exonération sur les heures supplémentaires**

- **entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre (décret paru le 25 septembre 2007)**

### **Programme « accès et retour à l'emploi »**

### **Programme « accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi »**

## Des perspectives de croissance encourageantes pour 2008

<i>(en %)</i>	2007	2008
Taux de croissance	<b>2 – 2 ½</b>	2 – 2 ½

**Pour 2007 : croissance proche de 2,0 %**

**Une conjoncture bien orientée**

**Pour 2008: entre 2 % et 2½ % ; point médian à 2¼ %**

# Une réduction de la dette publique en 2008

<i>(en % de PIB)</i>	2006	2007	2008
Dette publique	64,2	64,2	64,0

**Requalification de la dette ferroviaire par Eurostat**

**Stabiliser la dette en 2007**

**Faire baisser la dette dès 2008**

## Une baisse du taux de prélèvements obligatoires de 0,3 point en 2008

<i>(en % de PIB)</i>	2006	2007	2008
Taux de prélèvements obligatoires	44,2	44,0	43,7

**Notre politique : réformer la structure des PO pour renforcer la compétitivité et la croissance ; diminuer leur taux autant que le permettra l'équilibre des finances publiques.**